

**BUREAU METROPOLITAIN DU
MARDI 5 SEPTEMBRE 2023**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 17 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
14	0	3
OBJET DE LA DECISION N° 23/380 23SERV17 - ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE DE PRESTATIONS DE TRAITEMENT ET DE PEINTURE DU MOBILIER URBAIN SUR LE TERRITOIRE DE LA METROPOLE TPM - RELANCE DE LA PROCEDURE 22SERV23 - LOT 2 SUITE A UNE DECLARATION SANS SUITE POUR INFRUCTUOSITE - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS.

ABSENTS :

M. Christian SIMON, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 23/380

BUREAU DU 5 SEPTEMBRE 2023

**O B J E T : 23SERV17 - ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE
DE PRESTATIONS DE TRAITEMENT ET DE PEINTURE
DU MOBILIER URBAIN SUR LE TERRITOIRE DE LA
METROPOLE TPM - RELANCE DE LA PROCEDURE
22SERV23 - LOT 2 SUITE A UNE DECLARATION SANS
SUITE POUR INFRUCTUOSITE - AUTORISATION DE
SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU les articles L.2124-2, R.2124-2 1° et R.2161-2 à R.2161-5, L.2125-1 1°, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la Commande Publique,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU le Procès-Verbal de la Commission d'Appel d'Offres en date du 18/07/2023,

CONSIDERANT que le présent accord-cadre consiste à assurer des prestations de traitement et de peinture du mobilier urbain sur le territoire métropolitain en 2 lots, ces prestations étant nécessaires notamment pour des mesures de sécurité,

CONSIDERANT que les prestations sont réparties en 2 lots :

Lot(s)	Désignation
1	Prestations de traitement et de peinture du mobilier urbain sur site
2	Prestations de traitement et de peinture du mobilier urbain en atelier

CONSIDERANT que le présent accord-cadre consiste à relancer le lot 2 précédemment déclaré sans suite pour cause d'infructuosité,

CONSIDERANT que le lot 1 est en cours d'attribution,

CONSIDERANT qu'une consultation sous forme d'appel d'offres a été lancée en date du 23/05/2023, avec une remise des offres fixée au 26/06/2023,

CONSIDERANT que la publicité réglementaire a été publiée sur les sites du BOAMP, du JOUE, et de la plateforme de dématérialisation DEMATIS,

CONSIDERANT que 14 dossiers ont été retirés et 4 pour information seulement,

CONSIDERANT que 2 plis ont été reçus dans les délais,

CONSIDERANT que suite à la Commission d'Appel d'Offres les membres de la commission décident de classer n°1 l'offre de la société suivante :

- Lot 2 : PROTEC METAL PACA sise à Vidauban (83 550),

CONSIDERANT que la société présentait les garanties et capacités techniques, professionnelles et financières suffisantes,

CONSIDERANT que la société ne sera attributaire du marché qu'après avoir fourni l'ensemble des pièces fiscales et sociales demandées,

CONSIDERANT qu'à défaut de production de ces pièces dans les délais impartis, le marché ne pourra pas lui être attribués,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

DE CONSTATER la recevabilité de la candidature de la société PROTEC METAL PACA sise à Vidauban (83 550).

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer le marché (Lot 2) avec la société PROTEC METAL PACA pour un montant estimatif de 109 853,56 € HT (BPUF valant DENC), étant précisé que le montant des prestations pour la période initiale de l'accord-cadre est défini comme suit :

Seuil Minimum annuel en € HT	Seuil Maximum annuel en € HT
50 000	300 000

ARTICLE 4

DE DIRE que l'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an, à compter de la date de notification du contrat. Les délais d'exécution des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord cadre. L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 48 mois.

ARTICLE 5

DE DIRE que les crédits nécessaires à cet accord-cadre sont inscrits au Budget Principal 2023 (et suivants), sur les imputations des opérations et services concernés, section de fonctionnement.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 5 septembre 2023

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



POUR	14
CONTRE	0
ABSTENTION	0

